



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 23/04/2023

**Nos réf. :** SAU/FB/NS n°

C:\Users\philippe.liautard\Desktop\Ancien Bureau\wf\  
2023\_02\_10\_RAP\_IED\_SAIPOL\_LE-MERLOT(1).odt

**Affaire suivie par fabrice BOBLIQUE**

fabrice.boblique@developpement-durable.gouv.fr

**Tél. :** 03 51 37 61 77

**Courriel :** ud10.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

à Madame la Préfète  
du département de l'Aube

**Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement – Société SAIPOL – Établissement de LE MERLOT

Suite donnée au dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les IED FDM, LCP et LVOC.

**Réf. :** Dossier de réexamen transmis déposé en préfecture le 18 décembre 2020

**Pièces jointes :**

- Projet de lettre préfectorale à transmettre à l'exploitant
- Projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires

La société SAIPOL a déposé en préfecture de l'Aube le 18 décembre 2020 un dossier de réexamen pour ses installations de son établissement de LE MERLOT.

L'analyse des éléments présentés dans le dossier de réexamen permettent de prendre acte des déclarations de l'exploitant que certaines dispositions des conclusions sur les MTD applicables aux installations nécessitent une mise en conformité. L'exploitant s'engage à mettre en conformité ses installations dans le délai imparti.

Les dispositions des documents BREF applicables aux installations exploitées sont reprises par l'arrêté ministériel du 27 février 2020. Cependant, des ajustements des prescriptions réglementaires applicables sont nécessaires. L'inspection des installations classées propose d'actualiser ces prescriptions par arrêté préfectoral complémentaire, dont le projet est joint à ce rapport.

L'exploitant a formulé une demande de dérogation sur le BREF FDM (MTD 5) pour une diminution de la fréquence d'analyse des poussières. L'inspection propose de rejeter cette demande.

L'exploitant ne demande pas d'application d'une meilleure technique disponible alternative, la sollicitation de l'avis du CODERST sur ce projet de prescriptions complémentaires n'est pas attendue.

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 70

1, Boulevard Jules Guesde – CS 70377  
10025 TROYES cedex

Rédigé par l'Inspecteur de l'environnement	Vérifié par le Chef du Pôle Risques Industriels Chroniques Santé Environnement	Approuvé par Pour le Directeur et par délégation, L'Adjoint au Chef du Service Prévention des Risques Anthropiques
Nicolas JANTET	jacques MOLE	Philippe LIAUTARD

## **1 – Présentation de l'entreprise, Activités du site et application de la réglementation IED**

### **1.1. Présentation générale**

#### **1.1.1. Référence et identité de l'exploitant**

- Société : SAIPOL
- Numéro AIOT : 0005702999
- Adresse complète du site : LES ESSARTS  
10400 LE MERIOT
- Régime de l'établissement : Autorisation
- SEVESO BAS

#### **1.1.2. Présentation de l'établissement et de ses activités**

- Les activités du site peuvent être divisées en trois blocs principaux, synthèse des objectifs productifs des futures implantations :
  - La réception - stockage des graines et stockage – expédition des tourteaux
- Le traitement des graines pour la production d'huile végétale
- Le traitement de l'huile végétale pour la production de diester

Chacun de ces 3 blocs sont associés les équipements, moyens et aires annexes nécessaires à la production des utilités, au stockage des réactifs ainsi qu'au chargement et déchargement des matières et produits.

#### **1.1.3. Implantation**

##### **a) Localisation**

Le site d'implantation de la société SAIPOL est localisé dans la zone industrielle des communes du Mériot et de Nogent sur Seine (10).

Ces zones sont localisées sur la partie à Sud Est de la commune du Mériot ainsi que sur la partie Ouest de la commune de Nogent sur Seine, en bordure droite de la Seine.

Le site s'étend sur une surface totale de 23,5 ha, dont 17,6 ha à l'Ouest de le D619 et 5,9 ha à l'Est de la D619.

Communes	Parcelles	
	Section	Numéro
Le Mériot	D	0530, 0531, 0535, 0536, 0547, 0569, 0580, 0581, 0585 à 0591, 0609, 1158, 1160, 1163, 1165, 1166, 1168, 1169, 1171, 1172, 1174, 1175, 1177, 1178, 1180, 1183, 1186, 1187, 1189, 1190, 1193, 1195, 1198, 1199, 1201, 1202, 1204, 1205, 1207, 1208, 1210 à 1214, 1216, 1218, 1220, 1222, 1224, 1226, 1228, 1230, 1232, 1234, 1236, 1238, 1240, 1242, 1244, 1246, 1248, 1250, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1258, 1260, 1262, 1266, 1282, 1283, 1294, 1295, 1296, 1298, 1299, 1300, 1306, 1440, 1445, 1447, 1449, 1451, 1453, 1455, 1457, 1528, 1530, 1532, 1534, 1536, 1538, 1540, 1542, 1544, 1546, 1548, 1549, 1564, 1565, 1568, 1569, 1570, 1574, 1575, 1577, 1578, 1580, 1581, 1582, 1584, 1586, 1587, 1590, 1591, 1592, 1594, 1595, 1596, 1597, 1599, 1632, 1633, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640
Nogent-sur-Seine	F	0225, 0226, 0347, 0348, 0554, 0836, 0938, 0944, 967, 674

## b) Environnement de l'établissement

Localisé en zone de faible densité urbaine, le site est entouré de champs.

### **1.2. Situation administrative : installations classées exploitées**

Arrêté préfectoral	Date arrêté préfectoral
Arrêté préfectoral d'autorisation initiale dont les prescriptions ont été remplacées à partir de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2009	11 avril 2006
Arrêté préfectoral relatif aux modifications et compléments apportés aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n°06-1542	12 mars 2009
Arrêté préfectoral complémentaire relatif aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique Première phase : surveillance initiale	26 juillet 2010
Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la réalisation d'une surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses dans l'eau	9 janvier 2015
Arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'exploitation d'installations de refroidissement	18 avril 2016
Arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'exploitation d'installations de stockage de pétrole brut	16 mai 2017
Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la réduction des émissions atmosphériques en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant	4 janvier 2018
Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la suppression de la canalisation n°3	7 août 2018

#### **1.2.2. Classement IED des installations**

BREF activités, le site est visé par :

- la rubrique principale 3642 **Food, Drink and Milk (FDM)** : « Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour. »,
- la rubrique secondaire 3110 **Large Combustion Plants (LCP)** : « Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW »,
- la rubrique secondaire 3410 **Large Volume Organic Chemicals (LVOC)** : « Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques ».

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les industries agroalimentaires (BREF FDM) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3642, sont parues par décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 4 décembre 2019.

Par conséquent un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 4 décembre 2020 au plus tard.

Conformément à l'article R.515-70 du code de l'environnement, les prescriptions de l'arrêté d'autorisation de la société SAIPOL sont réexaminées et, au besoin, actualisées dans un délai de 4 ans à compter de la publication au JOUE des décisions concernant les conclusions relatives aux meilleures techniques disponibles, soit au 4 décembre 2023.

L'arrêté ministériel du 27 février 2020 prévoit des dispositions conformes aux meilleures techniques disponibles (MTD) permettant d'encadrer certaines installations de l'industrie agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED. Cet arrêté est applicable à la société SAIPOL.

## **2 - Rapport de base**

La directive européenne relative aux émissions industrielles, dite IED (Industrial Emissions Directive) a pour objectif de prévenir la dégradation de la qualité de l'environnement.

À cette fin, elle prévoit l'élaboration d'un rapport de base pour les installations IED qui définit l'état de pollution des sols et des eaux souterraines à un instant donné. Ce rapport servira de référence lors de sa cessation d'activité de l'installation et permettra de définir, en cas de pollution significative et sans préjudice des dispositions déjà prévues dans le code de l'environnement, les conditions de remise en état.

### **2.1. Périmètre géographique**

Le périmètre d'étude intègre l'ensemble des activités du site.

Aucun accident sur le site n'a été rapporté. Toutefois, l'étude historique et documentaire ne peut être considérée comme exhaustive. Elle est le reflet de ce qui a pu être retracé et retrouvé par le Groupe SAIPOL.

### **2.2. Vulnérabilité des milieux**

Le site SAIPOL est situé sur un grand bassin versant hydrographique : le bassin de la Seine.

Les eaux de surface situées à proximité du site sont :

- La Seine,
- Une noue : ruisseau de quelques kilomètres de long serpentant dans la vallée sur la rive droite de la Seine. Elle collecte principalement, au sein des zones boisées, les eaux pluviales.

Le niveau d'eau dans la zone d'étude se situe à la cote NGF 60 m, soit à environ 3-4 m de profondeur environ. Les fluctuations piézométriques annuelles sont de 1 à 2 m, elles sont dépendantes de celles de la Seine dans le secteur proche du cours d'eau.

D'après le site Géorisques, le site se trouve au coeur d'une ZNIEFF de type 2 n°210000617 : MILIEUX NATURELS ET SECONDAIRES DE LA VALLEE DE LA SEINE (BASSEE AUBOISE). Au regard de sa situation par rapport au site d'étude, cette ZNIEFF n°210000617 est vulnérable à une éventuelle contamination provenant du site.

D'autres sites naturels remarquables se trouvent à proximité de la zone d'étude mais ne sont pas considérés comme vulnérables au regard de leur position et distance au site

Les relevés effectués sur site ont montré que la Seine joue un rôle de drainage de la nappe mixte alluvions – craie. Il en résulte un écoulement des eaux du Nord-Est vers le Sud-Ouest au niveau du site SAIPOL.

Les vecteurs de transfert et milieux récepteur possibles pour les substances dangereuses sont :

- Les **sols** :

Au niveau du périmètre IED, les sols des zones d'activité sont recouverts par des dallages de béton ou de l'enrobé, ce qui coupe les risques de transfert via l'envol de poussières. En cas d'état dégradé de ces recouvrements, ou des canalisations enterrées du site, des substances liquides seraient susceptibles de pouvoir migrer vers les sols.

• **Les eaux souterraines :**

Au droit du site, les eaux souterraines circulent au sein des alluvions et permettent potentiellement le transfert de contaminants.

Compte tenu de la faible profondeur de la nappe (3-3,5 m en avril 2020), cet aquifère est vulnérable aux pollutions.

• **L'air du sol : les substances pertinentes sélectionnées sont pour certaines volatiles et donc sont susceptibles de migrer depuis les sols, via l'air du sol, vers l'air atmosphérique.**

Les eaux souterraines font l'objet, au droit du site SAIPOL, d'un suivi de leur qualité conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

6 piézomètres et 1 forage ont été utilisés lors de 2 campagnes de suivi des eaux souterraines.

Zones de stockage de produits dangereux	Ouvrage retenu pour le suivi de la qualité des eaux souterraines	Programme analytique proposé sur les eaux souterraine
Rétention 15	<p>6 piézomètres : Pz All Est, Pz All Ouest, PZ All Sud Pz Est, Pz Ouest, PZ Sud</p> <p>1 forage F1 ou F2</p>	Paramètres in situ lors du prélèvement : pH, conductivité, oxygène dissous, potentiel d'oxydo-réduction, température
STEP		<p>Analyses au laboratoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Hexane,</li> <li>Ethanol, Méthanol,</li> <li>Glycols,</li> <li>Crésols,</li> <li>Ions bromures, chlorures, nitrate</li> <li>Eléments métalliques : fer, aluminium.</li> </ul>
Bâtiment 41		
Bâtiment 35		
Bâtiment 51		
Bâtiment 53		
Bâtiment 42		
Bâtiment 55		
Bâtiment 31		

Les résultats ne font pas apparaître de pollution de sols.

### **3- Analyse du dossier de réexamen IED**

#### **3.1 – Généralités IED**

La directive relative aux émissions industrielles (Industrial Emissions Directive « IED » n°2010/75/EU) dite « directive IED » définit au niveau européen une approche intégrée de la prévention et de la réduction des pollutions émises par les installations industrielles et agricoles entrant dans son champ d'application. Ses principes directeurs sont :

- le recours aux meilleures techniques disponibles (MTD) ;
- le réexamen périodique des conditions d'autorisation ;
- la remise en état du site dans un état au moins équivalent à celui existant avant la mise en service.

Cette réglementation concerne les installations considérées comme étant les plus polluantes, classées au titre des rubriques 3000 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant adresse au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

L'article R.515-70-I du code de l'environnement prévoit que les prescriptions des arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED d'un établissement sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) et respectées par l'exploitant, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions

concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement.

### **3.2 Périmètre IED**

Au regard des éléments présentés ci-avant et conformément à l'article R.515-58 du Code de l'environnement, le périmètre IED retenu par l'exploitant correspond à l'emprise foncière des installations suivantes :

#### **Rubrique 3642**

Ensemble des ateliers de transformation

Activités liées à la trituration de graines oléagineuses pour la production d'huile végétale et de tourteaux

Unité de trituration (préparation)

Unité d'extraction d'huile à l'hexane

Atelier de semi-raffinage d'huile brute

Stockage de matières premières végétales

Stockage d'hexane

Stockages des produits finis (huiles)

Système de refroidissement industriel

Système de traitement des odeurs

Stockage de lessive de soude

#### **Rubrique 3410**

Activités liées à l'estérification

Unités d'estérification

Stockage de matières premières (méthanol, méthylate de sodium, Acide chlorhydrique, BHT)

Stockages de produits finis (diester, glycérine)

Système de refroidissement industriel

#### **Rubrique 3110**

Les installations de combustion du site :

chaudières : 3 x 20 MW

Biocides

Station de traitement

### **3.3 Conformité aux BREFs sectoriels et transversaux**

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les industries agroalimentaires (BREF FDM -Food, Drink and Milk) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3642, sont parues par décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 4 décembre 2019.

Par conséquent un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 4 décembre 2020 au plus tard. Ce dossier a été remis par la société CAPDEA le 19 novembre 2020.

#### **3.3.1. BREFs applicables**

Les BREFs applicables au site sont les suivants :

BREF activités, le site est visé par :

- la rubrique principale 3642 **Food, Drink and Milk (FDM)** : « Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour. »,

- la rubrique secondaire 3110 **Large Combustion Plants (LCP)** : « Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW »,
- la rubrique secondaire 3410 **Large Volume Organic Chemicals (LVOC)** : « Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques ».

### 3.3.2. Conclusions du dossier de réexamen

L'examen du dossier transmis a porté sur :

- le périmètre d'applicabilité des documents BREF applicables aux installations,
- l'analyse faite par l'exploitant de l'ensemble des MTD applicables à ses installations et de son positionnement quant à la conformité de ces installations,
- les propositions de l'exploitant quant à la mise en conformité de ses installations eu égard aux écarts constatés.

L'exploitant a fait une demande de dérogation à un NEA-MTD.

### 3.3.3. Engagements de l'exploitant

Rubrique principale 3642 **Food, Drink and Milk (FDM)**

- **MTD 5** : Emissions canalisées dans l'air  
L'exploitant sollicite une adaptation de la fréquence de surveillance en la passant à 5 ans. La MTD définit une fréquence minimum d'un an, l'Inspection propose de rejeter la demande.

- **MTD 10** : Utilisation des ressources  
L'exploitant indique une station d'épuration anaérobie. Le point reste à confirmer car en contradiction avec les éléments donnés à la MTD 12.

- **MTD 12** : Techniques de traitement et VLE  
Dans le dossier de réexamen, l'exploitant indique une VLE pour l'Azote qu'il attribut à tort à l'arrêté préfectoral. En effet aucune VLE n'est associée à l'azote total dans L'AP préfectoral.

L'exploitant a sélectionné une NEA-MTD de 30mg/L pour l'azote total . Or cette valeur ne s'applique que dans le cas où l'efficacité de traitement est supérieure à 80 % en moyenne annuelle. Il a indiqué dans le même tableau une efficacité de traitement pour l'année 2019 de 71,71 %. La NEA-MTD à appliquer devrait être de 20mg/l. Il convient de cadrer les VLE par arrêté préfectoral à celles des NEA-MTD

- **MTD 31** : Réduction des émissions atmosphériques canalisées de poussières  
L'exploitant respecte les VLE des NEA-MTD.  
L'arrêté préfectoral prescrit des VLE très supérieures aux NEA-MTD. Il convient de cadrer les VLE par arrêté préfectoral à celles des NEA-MTD comme proposé par l'exploitant.

Rejet n°	localisation	VLE actuelle (mg/m³)	VLE APC prévu(mg/m³)
18	Bâtiment préparation – refroidissement tourteaux	40	20
25	Bâtiment préparation		40
Autres rejets	-		10

- **MTD 32** : Pertes d'hexane  
L'arrêté préfectoral de 2009 ne fait pas explicitement mention de pertes d'hexane mais de COV avec des valeurs 1 kg/tonne de colza ou tournesol, supérieures aux NEA-MTD.

Il convient d'apporter les modifications par arrêté avec pour VLE de 0,7 kg d'hexane /tonne de graines transformées.

### **Rubrique secondaire 3110 Large Combustion Plants (LCP)**

Les NEA-MTD sont bien applicables car la puissance totale installée et utilisée même occasionnellement est de 3 x 20 mW soit 60 mW. Contrairement à ce qui est mentionné en p.32 et 33 du dossier de réexamen.

- **MTD 9** : Amélioration des performances / réduction des émissions dans l'air  
L'exploitant indique que la MTD9 n'est pas applicable, or le fournisseur de gaz est tout à fait en mesure d'effectuer le suivi de la qualité du combustible.  
L'exploitant devra donc suivre les paramètres.
- **MTD 14** : Empêcher la contamination des eaux usées et réduire les émissions dans l'eau  
Comme indiqué pour le FDM, la gestion des eaux doit être revue par l'exploitant.  
Les effluents aqueux sont toutefois traités avant rejet dans le milieu naturel.
- **MTD 44** : Eviter ou réduire les émissions atmosphériques de NOx  
Les VLE de l'arrêté préfectoral doivent être corrigées pour correspondre à celles des NEA-MTD.  
Compte tenu des résultats de l'exploitant, elles doivent être inférieures à 90 mg/Nm3.

Il convient donc de cadrer les VLE par arrêté préfectoral, à savoir :

Moyenne annuelle inférieures à 90 mg/Nm3

Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage inférieures à 90 mg/Nm3

### **Rubrique secondaire 3410 Large Volume Organic Chemicals (LVOC)**

- **MTD 2**: Surveiller les émissions atmosphériques canalisées autres que celles provenant des fours/réchauffeurs industriels  
L'exploitant s'engage à se mettre en conformité avec la MTD dans le délai des 4 ans.

#### **3.3.4. Demande complémentaire de l'exploitant**

L'exploitant sollicite une adaptation de la fréquence de surveillance au BREF FDM (MTD 5) pour diminuer la fréquence de surveillance des émissions canalisées dans l'air pour les poussières.

### **4 - Avis et propositions de l'inspection des installations classées**

Le rapport de base ne fait pas état de pollution au niveau du site.

Concernant le dossier de réexamen IED, les délais de mise en conformité, proposés par l'exploitant sont compatibles avec l'échéance de décembre 2023 correspondant aux 4 années suivant la parution de la décision relative aux conclusions sur les MTD concernant les industries agroalimentaire et laitière.

C'est pourquoi, l'inspection des installations classées propose à madame la Préfète :

- De demander à l'exploitant les dispositions qu'il compte mettre en œuvre pour respecter le BREF et un planning de réalisation associé.
- d'apporter les modifications proposées au niveau de l'arrêté préfectoral.

Les prescriptions réglementaires applicables au site ont toutefois besoin d'être ajustées. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire établi en ce sens et joint en annexe au présent rapport.

#### **Les modifications proposent :**

- de cadrer les VLE par arrêté préfectoral conformes à celles des NEA-MTD comme proposé par l'exploitant sur les émissions atmosphériques canalisées de poussières ;



- de demander à l'exploitant les dispositions qu'il compte mettre en œuvre pour respecter le BREF ;
- d'apporter les modifications par arrêté préfectoral en y ajoutant le cadrage de effluents d'azote total avec pour VLE 20 mg/l;
- d'apporter les modifications par arrêté avec pour VLE de 0,7 kg d'hexane /tonne de graines transformées pour les pertes d'hexane ;
- de prescrire le suivi des paramètres de performance en vue de la réduction des émissions dans l'air du gaz utilisé comme combustible dans les chaudières ;
- de réviser les VLE de NOx de l'arrêté préfectoral pour correspondre à celles des NEA-MTD, compte tenu des résultats, pour l'exploitant inférieurs à 90 mg/Nm3 .

**Le projet de lettre en pièce jointe de ce rapport prévoit :**

- de prendre acte du calendrier de mise en conformité, présenté par l'exploitant,
- de rappeler à l'exploitant les références des prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020, applicable à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, qui est applicable à l'exploitation de ses installations,
- d'informer l'exploitant que son dossier de réexamen fait foi et que son respect est susceptible d'être contrôlé par la DREAL Grand-Est dès à présent,
- d'informer l'exploitant des suites données à ses demandes et de lui soumettre le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint pour contradictoire.

L'exploitant a formulé une demande de dérogation sur le BREF FDM (MTD 5) pour une diminution de la fréquence d'analyse des poussières. L'inspection propose à Madame la préfète de rejeter cette demande.

L'exploitant ne demande pas d'application d'une meilleure technique disponible alternative, la sollicitation de l'avis du CODERST sur ce projet de prescriptions complémentaires n'est pas attendue.